



**SYSTÈME MONDIAL D'INFORMATION ET D'ALERTE RAPIDE SUR
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (SMIAR)**

ALERTE SPÉCIALE

N° 335

PAYS: Yémen

DATE: 15 avril 2015

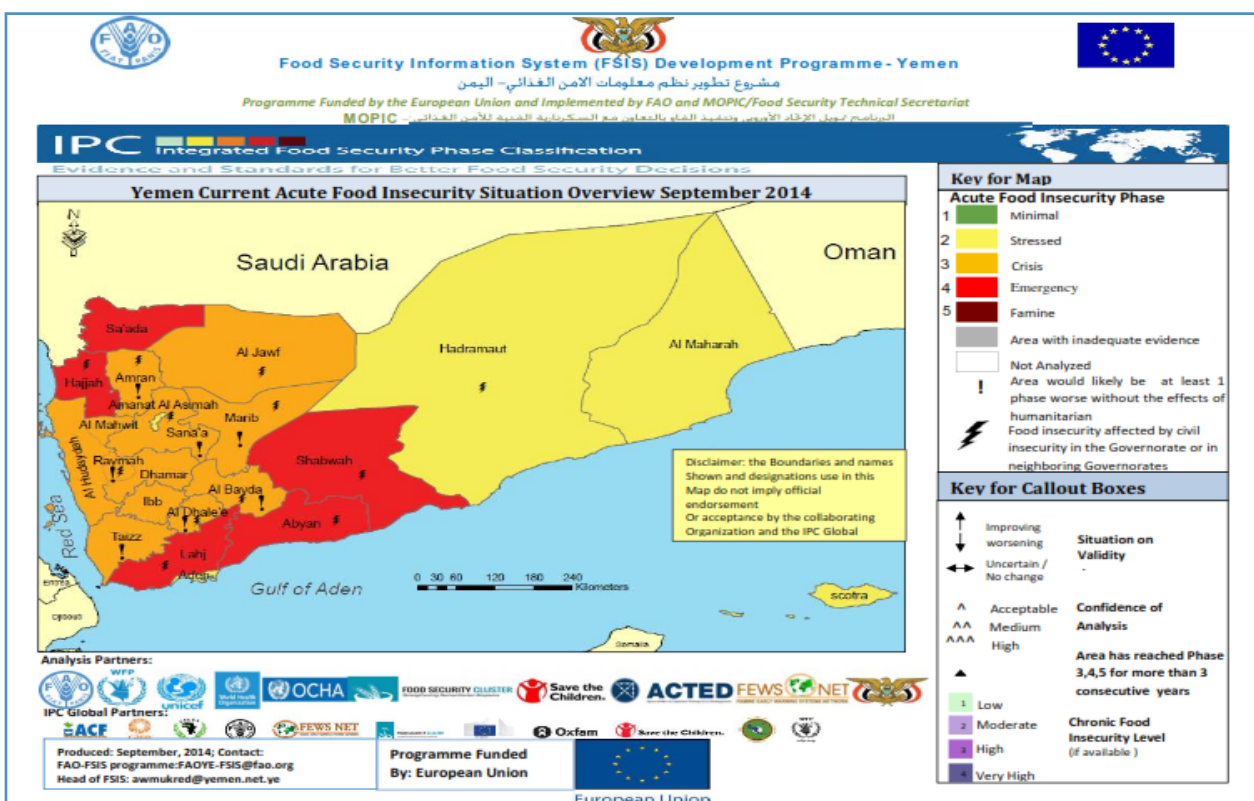
**L'urgence humanitaire s'aggrave à mesure que le conflit s'intensifie
La campagne agricole de 2015 menacée**

Faits saillants

- L'escalade du conflit et les déplacements qui en résultent, ont provoqué de graves perturbations des marchés, des échanges et des moyens de subsistance, aggravant la situation de la sécurité alimentaire, déjà précaire dans le pays
- L'aggravation du conflit a entravé la campagne agricole de 2015, compromettant ainsi ses résultats
- On estime que plus de la moitié de la population du Yémen (61 pour cent des 25,9 millions habitants que compte le pays) ont besoin d'une aide humanitaire

L'évolution des perspectives politiques et l'escalade des affrontements et de l'insécurité civile dans le pays, ont abouti à un vide du pouvoir, qui suscite de vives inquiétudes quant à la stabilité politique et économique du pays. Les perspectives concernant la sécurité alimentaire et la malnutrition, dans un pays qui souffre déjà d'importants niveaux de pauvreté, sont particulièrement sombres. Le conflit en cours et

l'insécurité civile qui règne dans presque toutes les grandes villes du pays ont provoqué des perturbations des marchés, des échanges et des activités économiques, qui mettent en danger la sécurité alimentaire déjà précaire de millions de Yéménites. La situation sur le terrain est particulièrement instable, les informations fournies dans cette alerte étaient valables au début du mois d'avril 2015.



Selon l'analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) réalisée en septembre 2014 par la FAO, le PAM, le gouvernement et d'autres partenaires, cinq gouvernorats (Hajjah, Sa'ada, Shabwa, Abyan et Lahaj) sont confrontés à une situation d'insécurité alimentaire «d'urgence» (Phase 4 de l'IPC). Douze gouvernorats (Hodeidah, Rayma, Al Dhale, Al Beyda, Ibb, Taiz, AlMahweet, Sana'a (rural), Mareb, Dhamar, Amran et Aljawf) ont été classés en situation de «crise» d'insécurité alimentaire (Phase 3 de l'IPC). Sur les 10,6 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire que compte le pays, environ 4,8 millions étaient en «phase d'urgence», tandis que 5,8 millions étaient en «phase de crise». L'escalade rapide du conflit et de l'insécurité devrait aggraver davantage encore l'insécurité alimentaire.

Le Yémen importe 90 à 95 pour cent de ses denrées alimentaires de base, y compris le blé. Le pays est particulièrement vulnérable à la hausse et à la volatilité des prix internationaux des produits de base. Le conflit en cours aura probablement de graves répercussions sur les importations de produits alimentaires, les réseaux de transport et l'approvisionnement des marchés, et donc sur les prix des denrées importées et de celles produites localement. Les rapports sur les échanges commerciaux montrent qu'en raison de l'instabilité politique, les expéditions de riz en provenance du Pakistan ont été suspendues, et que les importations en provenance d'Inde pourraient également être affectées.

Bien que seule une faible part des denrées alimentaires soit produite dans le pays, les répercussions de l'aggravation du conflit et de l'insécurité civile sur la production agricole, l'accès au travail occasionnel, le commerce et les activités génératrices de revenus, devraient lourdement peser sur la sécurité alimentaire et les stratégies d'adaptation des populations touchées. Près des deux tiers des Yéménites dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. Selon l'Enquête globale sur la sécurité alimentaire (CFSS), généralement menée tous les deux ans, la majorité (84 pour cent) des personnes en situation d'insécurité alimentaire vivent dans des zones rurales, dont, paradoxalement, environ 2,5 millions sont des producteurs alimentaires (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et ouvriers agricoles). Les conséquences d'une mauvaise campagne agricole pourraient être particulièrement graves pour ces populations.

Le sorgho, la principale culture nationale en termes de volumes de production, est normalement mis en terre sur le plateau de l'est du pays à partir de fin mars; avant d'être planté sur les hautes terres du sud à partir de début avril; et dans les hautes terres du centre du pays et les zones côtières à partir de la mi-avril. Le blé est la deuxième culture la plus produite dans le pays, la récolte de blé d'hiver sur le plateau de l'est se conclut normalement en février, tandis que celle

de la campagne secondaire dans les hauts-plateaux de la région centrale du pays s'achève généralement en octobre. Bien qu'aucune information ne soit encore disponible, l'instabilité persistante à laquelle est confronté le pays devrait avoir un impact considérable sur la production agricole et la commercialisation des produits agricoles. Cela devrait se répercuter sur les disponibilités alimentaires et pourrait ainsi accroître les besoins déjà élevés en matière d'importation et d'assistance.

Les perspectives économiques continuent de se dégrader

Les revenus du pétrole ont diminué en raison du repli de la production et de la faiblesse des prix internationaux. En outre, plusieurs pays et organisations internationales dans la région ont suspendu leur soutien financier et leur aide au gouvernement.

Par conséquent, les réserves de change du pays (qui s'élevaient à 4,7 milliards d'USD fin 2014, environ la moitié des niveaux record de 2008) devraient continuer de diminuer. Le maintien des niveaux actuels de subventions et de salaires dans le secteur public reste incertain. La perturbation des chaînes d'approvisionnement due au conflit et la dépréciation probable du Riyal yéménite (YER) devraient exercer une pression à la hausse sur les prix, malgré la faiblesse actuelle des cours internationaux.

En novembre 2014, l'inflation annuelle s'est établie à 9,5 pour cent, contre 5,8 pour cent en mai 2014, son niveau le plus bas depuis décembre 2012. La hausse de l'inflation, en particulier l'inflation alimentaire, devrait continuer d'augmenter, réduisant davantage encore le pouvoir d'achat d'un grand nombre de Yéménites. Par ailleurs, en raison de la suspension des programmes de protection et d'assistance sociale, y compris le soutien aux travaux publics et l'appui budgétaire mis en œuvre par la Banque mondiale et le Conseil de coopération du Golfe (CCG), des millions de ménages pauvres qui dépendaient de ces programmes pourraient être gravement affectés.

Les prix des denrées alimentaires et du carburant en hausse

Selon certaines informations, le conflit en cours aurait restreint les flux de marchandises dans certains gouvernorats comme Al Bayda et Shabwa. En outre, les restrictions des déplacements, imposées dans les zones frontalières avec le Royaume d'Arabie Saoudite, ont freiné la circulation des personnes et des marchandises en provenance et à destination de Sa'ada et Hajja.

Depuis l'aggravation du conflit en mars 2015, les prix des denrées alimentaires et du carburant n'ont cessé d'augmenter. Les rapports signalent qu'à Hodeidah, les prix des denrées alimentaires ont doublé et que les prix du

carburant ont quadruplé. La plupart des magasins dans les zones où le conflit fait rage, entre Aden et Al Dhale, restent fermés.

De fréquentes interruptions du réseau électrique et des pénuries de carburant et de gaz de cuisine ont été signalées. L'offre de produits alimentaires des grossistes est également limitée en raison des rationnements et les stocks alimentaires sont en voie d'épuisement. Les zones les plus touchées seraient les villes du sud: Aden, Al Bayda, Shabwa, Lahej, Ibb et Hadhramout, en raison principalement des violents combats qui opposent des groupes rivaux.

Près de 16 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire

Après des décennies de sous-développement chronique et de crise socio-économique, on estime que 15,9 millions de personnes, soit plus de 60 pour cent de la population, ont besoin d'une aide humanitaire, les enfants et les femmes étant les plus durement touchés. En raison de l'instabilité politique, exacerbée par le conflit en cours dans le nord et le sud du pays, des millions de Yéménites ne bénéficient que d'un accès restreint à l'assistance et aux services publics. Nombre de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et ont du mal à trouver de quoi se nourrir et nourrir leur famille. L'infrastructure des services de base est proche de l'effondrement; de moins en moins de personnes sont en mesure d'accéder aux services d'assistance dont ils ont besoin pour vivre, aux soins de santé de base et à l'éducation.

Le PAM a remplacé son opération d'urgence par un programme axé sur le rétablissement et la résilience afin de promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition.

Entre le 1er juillet 2014 et le 30 juin 2016, ce programme aidera un grand nombre de Yéménites en situation d'insécurité alimentaire sévère, par le biais de distributions inconditionnelles d'argent ou de vivres aux ménages, d'opérations participatives d'assistance alimentaire soumises à conditions, d'un soutien nutritionnel pour favoriser le traitement et la prévention de la malnutrition aiguë et chronique et des déficiences en micro-nutriments, et des repas et des rations à emporter pour les enfants scolarisés afin d'améliorer la fréquentation scolaire, la nutrition et l'apprentissage. Parallèlement, le PAM continue de répondre aux besoins humanitaires d'urgence par le biais de distributions inconditionnelles et conditionnelles d'aide alimentaire et d'espèces aux populations touchées. Il est urgent de mobiliser des ressources pour mettre en place des filets de sécurité.

Avant même l'escalade actuelle du conflit, le Yémen avait cruellement besoin d'aide pour renforcer son secteur agricole. Dans un contexte aussi difficile, la FAO et ses partenaires se sont efforcés de favoriser la diversification et le renforcement des moyens d'existence ruraux en distribuant des kits de production agricole, des kits de jardinage et des intrants pour les activités de pêche. Des volailles et des chèvres vaccinées ont également été distribuées pour renforcer les activités d'élevage de basse-cour. En raison de la détérioration de la situation sécuritaire, la FAO se prépare à redoubler d'efforts pour permettre au plus grand nombre possible d'agriculteurs de planter au cours de la prochaine campagne agricole et renforcer leur capacité à résister aux chocs futurs. Il est par conséquent nécessaire d'accroître les financements pour faciliter la mise en œuvre de ces activités.

La présente alerte spéciale a été établie sous la responsabilité du Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO, à partir d'informations officielles et officieuses. Les renseignements figurant dans la présente alerte ne doivent pas être considérés comme représentant l'exposé du point de vue du gouvernement intéressé. De plus, les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou au niveau de développement des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Shukri Ahmed
Économiste principal, EST-SMIAR
Division du commerce international et des marchés, FAO
Télécopie: 0039-06-5705-4495
Mél: giews1@fao.org

Veillez noter que la présente alerte spéciale peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org/home/fr/ et www.fao.org/giews/french/index.htm.

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: listserv@listserv.fao.org, sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

`subscribe SMIARAlertes-L`

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

`unsubscribe SMIARAlertes-L`

Veillez noter qu'il est maintenant possible de souscrire à des listes de distribution régionales pour recevoir les alertes spéciales et les rapports spéciaux de certaines régions uniquement : Afrique, Asie, Europe ou Amérique latine (SMIARAlertesAfrique-L, SMIARAlertesAsie-L, SMIARAlertesEurope-L et SMIARAlertesAL-L). Pour souscrire à ces listes, veuillez procéder de la même façon que pour la liste de distribution au niveau mondial.

Déni

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.